

RFI : Venezuela: réactions multiples après la mort de Chavez

La mort du président vénézuélien Hugo Chavez suscite de multiples réactions. Les hommages particulièrement appuyés se multiplient dans les pays alliés d'Amérique latine, Brésil, Equateur, Nicaragua, Cuba. Mais elles viennent aussi du reste du monde, Etats-Unis, Canada, France, Royaume-Uni.

Un ami du Brésil

C'est, la voix chargée d'émotion, que la présidente brésilienne a demandé une minute de silence pour rendre hommage à Hugo Chavez : *« Son décès doit remplir de tristesse chaque latino-américain »*, a insisté Dilma Rousseff à l'issue d'un discours prononcé depuis Brasilia, et diffusé en direct à la télévision : *« C'était un grand leader. C'est une perte irréparable. Il était par dessus tout un ami du Brésil »*.

L'ex-président Lula, qui avait publiquement soutenu Hugo Chavez lors de l'élection présidentielle d'octobre dernier a fait part de sa tristesse, dans un communiqué. Et il appelé le Venezuela a continué sa politique en faveur des plus démunis. Le Brésil, à l'initiative de la présidente Rousseff avait proposé à plusieurs reprises à Hugo Chavez de venir faire soigner son cancer à Sao Paulo. Mais le président vénézuélien avait à chaque reprise préféré Cuba aux cliniques ultramodernes de la capitale économique brésilienne.

Dilma rousseff avait, elle, milité ces dernières années pour permettre l'entrée du Venezuela dans le Mercosur. C'est chose faite depuis août dernier.

Sur le réseau social Twitter au Brésil, de nombreuses personnalités politiques, des acteurs et des musiciens ont envoyé leurs condoléances. Mais aussi leurs vœux pour l'avenir. Comme ce député fédéral brésilien du parti communiste qui souhaite que la transition se fasse dans la paix et sans coup d'Etat.

Un frère de la Bolivie

En Bolivie, c'est visiblement ému et entouré d'une grande partie de son gouvernement qu'Evo Morales a rendu hommage à Hugo Chavez sans manquer de rappeler que la lutte anti-impérialiste doit continuer : *« Nous sommes détruits par le décès de notre frère Hugo Chavez. Mon frère de solidarité, mon compagnon de révolution. C'est douloureux, mais nous voulons aussi souhaiter aux peuples qui ont accompagné notre frère président Chavez, force, courage et surtout plus d'unité que jamais. Car ce processus de libération, non seulement du peuple vénézuélien mais de tous les peuples latino- américains, doit se poursuivre. Nous sentons que Chavez est plus vivant que jamais et qu'il continuera d'inspirer les peuples qui luttent pour leur libération »*.

Le président bolivien a décrété sept jours de deuil national sur l'ensemble du territoire, sans suspension d'activités.

Parmi les autres réactions dans le pays, celle du député socialiste Hector Arce, qui résume bien le sentiment des partisans de Morales : *« C'est un président ami qui s'en va, a déclaré l'élu, un ami qui nous a aidé quand nous en avions le plus besoin »*.

Profond chagrin en Équateur

Le gouvernement du président socialiste Rafael Correa, un proche allié du dirigeant vénézuélien, a fait part de son « *profond chagrin* » après l'annonce de sa mort, affirmant qu'il avait été le « *chef de file d'un mouvement historique* » et un « *révolutionnaire mémorable* ».

L'hommage de la Colombie

« *Nous ressentons une profonde tristesse. Nous avons bien travaillé avec le président Chavez. Je crois que cela a été ces deux dernières années une très bonne relation, nous avons beaucoup avancé* », a déclaré la ministre colombienne des Affaires étrangères Maria Angela Holguin. La Colombie rappelle que Chavez avait oeuvré à la mise en place d'un processus de paix avec la guérilla des Farc.

Le président du Chili, Sebastian Pinera, a qualifié le président Hugo Chavez de « *leader profondément engagé dans l'intégration de l'Amérique latine* ». « *Nous avons des différences, mais j'ai toujours su apprécier la force, l'engagement avec lequel le président Chavez luttait pour ses idées* », a déclaré le président chilien.

Le régime cubain a décrété un deuil national de trois jours, en hommage à son principal allié politique et économique qui avait été hospitalisé durant deux mois à Cuba, avant son retour à Caracas à la mi-février. « *Hugo Chavez a accompagné Fidel Castro comme un véritable fils* », indique le gouvernement à La Havane.

Le président péruvien Ollanta Humala a exprimé lui aussi sa « *profonde douleur* » et envoyé ses condoléances à la famille et « *au peuple frère vénézuélien* », faisant part de sa « *solidarité bolivarienne, sud-américaine et latino-américaine* ».

« Un martyr », pour Ahmadinejad

C'était un « *homme hors du commun et fort qui regardait vers l'avenir et qui était toujours extrêmement exigeant envers lui-même* », s'est ému le président russe Vladimir Poutine dans un télégramme de condoléances.

L'Iran, autre alliée du Venezuela de Hugo Chavez, a également salué sa mémoire par la voix de son président, Mahmoud Ahmadinejad. Il est « *un martyr pour avoir servi son peuple et protégé les valeurs humaines et révolutionnaires* », a-t-il écrit dans une lettre de condoléances publiés sur le site de la présidence iranienne, affirmant que le dirigeant vénézuélien défunt a succombé à « *une maladie suspecte* ».

« *Je n'ai pas de doute que Hugo Chavez reviendra sur terre aux côté de Jesus et de l'Homme parfait* », a ajouté le président iranien. Une référence au douzième imam disparu au VIIème siècle et qui doit revenir sur terre pour sauver le monde, selon les musulmans chiïte, majoritaires en Iran.

Ces dernières années, l'Iran et le Venezuela ont considérablement renforcé leurs relations, partageant ensemble leur position hostile aux Etats-Unis. Les échanges économiques entre les deux pays s'élèvent à huit milliards de dollars. Le Venezuela est aussi une tête de pont pour l'Iran qui a renforcé ses relations avec plusieurs pays d'Amérique latine, comme le Nicaragua, l'Equateur, la Bolivie et Cuba.

Le président Ahmadinejad s'est rendu à six reprises au Venezuela, alors que Hugo Chavez est venu en Iran pas moins de 13 mois. D'ailleurs, l'Iran a déclaré une journée de deuil national à la mémoire de Hugo Chavez.

Même son de cloches à Haïti où le ministre des Affaires étrangères a évoqué une grande perte pour le Venezuela, pour la région et pour Haïti.

Au Moyen-Orient, Nabil Shaath, en charge des relations extérieures du mouvement palestinien Fatah a réagi à cette disparition en déclarant que « *la Palestine dit adieu à un ami loyal qui a défendu passionnément notre droit à la liberté et à l'autodétermination* ».

Hommage plus discret du secrétaire général des Nations unies Ban Ki-moon soulignant qu'Hugo Chavez s'était efforcé de « *répondre aux aspirations et aux défis des plus vulnérables* » dans son pays.

Washington mise sur l'avenir

Aux Etats-Unis, il a fallu moins d'une heure à la Maison Blanche pour publier son communiqué après l'annonce officielle du décès d'Hugo Chavez. Barack Obama y affirme que les Etats-Unis renouvellent leur soutien aux Vénézuéliens : « *Au moment où le pays entame un nouveau chapitre de son histoire* », écrit le président américain, « *les Etats-Unis continuent à défendre les politiques qui soutiennent les principes démocratiques, l'Etat de droit, et le respect des droits de l'homme* ».

Pas d'émotion. Pas de condoléances. Des propos tournés vers l'avenir. Hugo Chavez n'était pas un ami des Etats-Unis, qu'il pourfendait à longueur de discours sans avoir jamais cessé de les livrer en pétrole. Le président vénézuélien avait rencontré Barack Obama en avril 2009 au tout début du premier mandat du président américain. Une poignée de main qui avait fait le tour du monde sans que les relations entre les deux pays se réchauffent pour autant.

Quelques heures avant l'annonce de la mort du président vénézuélien, deux diplomates américains avaient été expulsés du pays, accusés d'espionnage. Et dans un discours prononcé en début d'après-midi, le vice-président vénézuélien avait accusé les « *ennemis* » du pays d'avoir provoqué le cancer d'Hugo Chavez. Information vigoureusement démentie par le département d'Etat.

En Grande-Bretagne, le ministre des Affaires étrangères, William Hague, s'est dit « *attristé* » par la mort de Chavez. « *En tant que président du Venezuela pendant 14 ans, il a marqué les esprits dans son pays et bien au-delà* », a-t-il poursuivi.

De son côté, le président français, François Hollande, a estimé que Hugo Chavez avait « *profondément marqué l'histoire de son pays* ». Il « *exprimait, au-delà de son tempérament et de ses orientations que tous ne partageaient pas, une volonté indéniable de lutter pour la justice et le développement* ».

Au Canada, le Premier ministre Stephen Harper se tourne maintenant vers l'avenir. Il a déclaré qu'Ottawa compte travailler avec le successeur de M. Chavez pour « *rendre l'hémisphère plus prospère, plus sûr et plus démocratique* ».

Monde diplo. Amerique latine.

Les dérapages antisémites de la campagne de Chavez au Venezuela

Le 7 octobre, le président vénézuélien Hugo Chavez brigue un troisième mandat. L'opposition a choisi comme candidat Henrique Capriles Radonski, ancien gouverneur de l'Etat de Miranda (à l'est de Caracas).

Tous ceux qui ont assisté à ses discours le savent, Chavez a le verbe facile et l'insulte sur le bout de la langue.

Il a rejeté un débat télévisé avec le candidat de l'opposition avec un simple argument : ce dernier serait un « *nul* ».

La disqualification est une ressource commode pour ceux qui refusent la contradiction et le dialogue.

Chavez traite son adversaire de « *jalabola* » (lèche cul) de l'impérialisme ou de l'Empire et de candidat « *majunche* » (falot, médiocre).

Chavez se présente lui-même comme « *candidat de la patrie* ». Il a donc désigné son opposant comme le « *candidat de l'anti-patrie* ». C'est un classique du répertoire nationaliste : ainsi, « *l'anti-France* » désignait pêle-mêle les juifs, les maçons, les communistes...

Mais Chavez ne s'est pas contenté de pointer du doigt Capriles comme « *candidat de l'étranger* » : il est passé de « *candidat anti-patrie* » à « *candidat apatride* ».

Ce glissement est lourd de sens. Dans le premier cas, on est dans le système binaire, pour ou contre, ami ou ennemi. Dans le second cas, on désigne un candidat qui n'a pas de patrie, qui n'a pas sa place dans le concert des nations. Appliqué à Capriles Radonski, catholique d'origine juive, il renvoie implicitement à la figure du juif dépourvu de patrie, le juif de la diaspora, le juif errant.

Une autre limite est franchie lorsque Chavez traite Capriles de « *porc* ». La bestialisation et la déshumanisation de l'ennemi sont courantes dans la rhétorique des nationalismes. Le péronisme appelait ses opposants des « *gorilles* », le castrisme désignait les exilés comme des « *gusanos* » (vermine). Le bestiaire n'est pas indifférent : « *porc* », « *vermine* » ou « *rat* » n'ont pas le même sens qu'« *âne* ».

Le discours de Chavez libère la parole de ses militants. **Le site chaviste Martillo Rojo écrit ainsi le nom de l'opposant : CAPrile\$ Raton\$ki.** CAP évoque l'ancien président social-démocrate Carlos Andrés Pérez, dit CAP, destitué pour corruption. Le changement d'une simple lettre pour écrire *Rat-onski* se passe d'explications. Le signe du dollar incrusté dans le nom en renforce la connotation antisémite.

CAPrile\$ Raton\$ki est un « *agent nazi-sioniste* », affirme le même site chaviste.

Pour d'autres partisans de l'amalgame, l'antisémitisme est une invention du sionisme, « propriétaire de la plupart des institutions financières de la planète, qui contrôle presque 80 % de l'économie mondiale et l'industrie de la communication dans sa presque totalité » (Adal Hernandez, Radio Nationale du Venezuela).

Voilà donc Capriles présenté comme le candidat du « sionisme international » : jadis, on disait la juiverie internationale ; maintenant on préfère l'amalgame entre Israël et les juifs.

Sur les réseaux sociaux, les chavistes se lâchent : « Radonsky se moque du peuple et de sa foi, ce sioniste est étranger même s'il a une carte d'identité et un acte de naissance vénézuéliens » (@BasemTajeldine; l'utilisation de l'Y plutôt que l'I rend le nom plus exotique).

Alors que Chavez invoque sa foi catholique à tout moment, « Radonsky est un hypocrite. Il se déguise en chrétien et prie la Vierge pour chercher le vote. En réalité il est sioniste. Il hait Jésus et la Vierge » (@BasemTajeldine).

Le négationnisme trouve des suiveurs au Venezuela : « Je ne crois pas à la théorie de l'Holocauste inventée par l'Empire [américain] et ses collaborateurs ». (@RemlawiEnrique[N33] @N33DOS).

En 2011, une journaliste avait fait la promotion des *Protocoles des sages de Sion*, le faux fabriqué en Russie tsariste pour justifier les pogroms, sur l'antenne de Radio Nationale du Venezuela, propriété de l'Etat. [Le texte des Protocoles est disponible sur le site chaviste Venezuela Patriota](#)

Libération :

Le credo antisémite de Hugo Chávez

9 janvier 2006 à 20:01

Par ARMENGAUD Jean-Hébert

Libération

Antinéolibéral, anti-impérialiste... et antisémite ? Le président vénézuélien Hugo Chávez, héros de la gauche radicale latino-américaine, a identifié les «maîtres du monde» : «Les descendants de ceux qui ont crucifié le Christ.» Cette «minorité s'est emparée des richesses du monde». Des déclarations tenues le 24 décembre, passées d'abord inaperçues et qui inquiètent la petite communauté juive vénézuélienne, 0,1 % de la population, d'autant que d'autres soupçons visaient déjà depuis longtemps le président vénézuélien. La veille de Noël, Hugo Chávez visite un centre d'hébergement et de réinsertion de personnes sans domicile fixe à Miranda, dans l'Etat de Zulia. Il discute avec la directrice et les personnes qui vivent là, se lance dans des diatribes habituelles contre «l'impérialisme» et célèbre «Jésus, le commandant des commandants des peuples, Jésus le justicier (...), le Christ révolutionnaire, le Christ socialiste». «Plus que jamais, le Christ nous manque (...), mais il se trouve qu'une minorité,

les descendants de ceux qui ont crucifié le Christ (...) s'est emparée des richesses du monde [...] et a concentré ces richesses entre quelques mains.»

▼ PUBLICITÉ ▼

«Dans ses mots convergent deux arguments centraux de l'antisémitisme, a réagi la délégation du centre Simon Wiesenthal pour l'Amérique latine, en Argentine, celle qui accuse les juifs d'avoir tué Jésus, et celle qui les associe avec les richesses.» «Il est particulièrement paradoxal, poursuit ce communiqué, que le président d'un pays qui dans quelques jours va être hôte d'un des rassemblements de la pensée progressiste, le Forum social mondial, utilise une rhétorique réactionnaire et moyenâgeuse.»

Le centre Simon Wiesenthal réclame des «excuses publiques» : «Le silence pourra seulement être interprété comme une réaffirmation d'une pensée raciste.» Excuses publiques qui ne viendront jamais. Le texte intégral de la «soirée de Noël» de Hugo Chávez était toujours en ligne hier sur le site officiel du ministère de la Communication et de l'Information vénézuélien.

Le 29 novembre, la communauté juive vénézuélienne s'était déjà inquiétée quand 25 policiers armés avaient investi le Centre hébraïque de Caracas, qui inclut une école, pour, officiellement et en vain, chercher des indices sur l'assassinat à la voiture piégée, un an auparavant, du procureur chargé d'enquêter sur le coup d'Etat du 12 avril 2002 qui avait chassé Hugo Chávez du pouvoir pendant deux jours. Des médias d'Etat vénézuéliens avaient insinué que le Mossad pourrait avoir été derrière cet assassinat. Le procureur général du Venezuela a également accusé la CIA d'avoir «planifié» cet attentat.

Dans les années 90, Hugo Chávez a longtemps été conseillé et inspiré par Norberto Ceresole, notamment sur le thème favori du président vénézuélien, les liens entre Armée, Caudillo, Peuple, titre d'un livre de cet «idéologue» argentin qui avait déjà été conseiller de la dictature militaire nationaliste «de gauche» péruvienne de Juan Velazco Alvarado, entre 1968 et 1975. Norberto Ceresole est un révisionniste affiché qui disait de lui-même, avant sa mort, en 2003 : «Je ne suis bien sûr ni antisémite ni nazi (...), je fais juste partie d'un révisionnisme qui veut démontrer qu'une partie importante du récit de la déportation et de la mort des juifs sous le système nazi a été arrangée en forme de mythe.» Après la tentative de coup d'Etat du lieutenant-colonel Hugo Chávez en 1992, Norberto Ceresole avait été expulsé du pays. Chávez l'avait rappelé à ses côtés en 1998, juste après son élection, avant de s'en séparer un an plus tard.

Chávez sera aussi un des premiers chefs d'Etat à recevoir «début 2006» le président iranien, élu en juin 2005, Mahmoud Ahmadinejad, celui-là même qui a appelé à «rayer Israël de la carte».

Vu sur le Point :

Les propos de Lurel sur Chávez déclenchent un tollé politique

Le Point.fr - Publié le 10/03/2013 à 13:57 - Modifié le 11/03/2013 à 12:17

Le ministre des Outre-Mer est l'objet de critiques de la majorité comme de l'opposition pour avoir osé comparer Chávez à De Gaulle et Léon Blum.

Voici des réactions dimanche dans la classe politique aux propos du ministre des Outre-Mer Victorin Lurel, qui a déclaré à Caracas que "Chávez, c'est de Gaulle plus Léon Blum", et que "le monde gagnerait à avoir beaucoup de dictateurs comme (lui), puisqu'on prétend que c'est un dictateur".

Anne Hidalgo, candidate PS à la mairie de Paris, actuelle première adjointe du maire Bertrand Delanoë : "Je pense que c'est un peu rapide, un peu abusif, c'est excessif de le dire comme ça. (...) Je pense que tout ça va être corrigé certainement dans la journée, je n'ai pas à le lui demander. Chávez a d'abord tenté la prise du pouvoir par les armes, après il a été élu, donc une élection, c'est pas un régime de dictature". "Il a fait des choses fortes puisqu'il a réduit la pauvreté très fortement au Venezuela. Et puis il y a des aspects de sa personnalité que je condamne totalement, notamment ses amitiés avec le chef de l'État iranien ou ses positions sur Israël" (au *Grand Rendez-vous Europe 1* > *Télé/Le Parisien*)

Hervé Mariton, député UMP : "J'ai été choqué par ces propos. (...) J'ai été ministre de l'Outre-Mer, c'est une responsabilité importante de la République, mais ça n'autorise pas, que ce soit en France de métropole ou d'outre-mer ou à l'étranger, pour représenter le gouvernement, de tenir des propos aussi invraisemblables". "Je considère qu'on est là, non pas dans une erreur de communication, mais qu'il s'agit d'une faute majeure, d'une faute grave dont il conviendrait que le président de la République, le Premier ministre, s'excusent. J'attends du gouvernement qu'il assume que la liberté et que les droits de l'homme valent sur la planète entière, c'est le message universel de la France. (...) J'attends du gouvernement qu'il rappelle que l'exigence de démocratie vaut sur toute la planète et qu'il ne suffit pas qu'un dictateur soit de gauche pour que ce soit un dictateur acceptable" (sur la Radio de la communauté juive)

Julien Dray, ancien député PS, vice-président du conseil régional d'Ile-de-France : "Comparaison n'est pas raison comme on dit. Et peut-être que ces comparaisons peuvent paraître, pour un certain nombre d'entre nous, excessives. Mais je comprends aussi la colère de Victorin Lurel au regard de la manière dont, en France, le débat sur le bilan de Chávez a été traité. On a senti la haine de classe de ceux qui ne savent pas ce que Chávez a fait pour son peuple." "Je pense que la France a eu tort de ne pas envoyer, sans remettre en cause les capacités et l'autorité de Victorin Lurel, une personnalité de premier plan à cet enterrement. Oui ça méritait que le ministre des Affaires étrangères (Laurent Fabius, NDLR) y aille, ça ne voulait pas dire pour autant qu'on avalisait la politique internationale de M. Chávez et ce copinage infréquentable avec des dictateurs. Ça voulait dire qu'on saluait aussi ce qui est en train de se passer en Amérique latine" (sur Radio J).

Harlem Désir, premier secrétaire du PS : "Il y avait une ferveur populaire. Ce sont des propos qui sont sans doute un peu excessifs. Pour moi, la référence en Amérique latine, c'est plutôt le président Lula (ex-chef de l'État brésilien, NDLR) que j'ai eu l'occasion de rencontrer plusieurs fois. Chávez a sans doute réalisé des choses sur le plan social, mais je condamne totalement ce qu'a été sa politique internationale, notamment son alliance avec Ahmadinejad ou el-Assad. Ce n'est pas la peine de faire de la mousse autour de propos souvent sortis de leur contexte. Il s'est exprimé sans doute dans l'émotion de ce moment de ferveur populaire" (sur BFMTV et RMC).

Le député PS Jean-Christophe Cambadélis : "C'est une petite boulette quand même, parce que Chávez, c'est Chávez. Pas besoin de le comparer à des personnages historiques et même à faire des synthèses étonnantes entre de Gaulle et Léon Blum, ce n'est pas tout à fait ce que l'on peut défendre aujourd'hui." Pourquoi cette boulette ? "Décalage horaire peut-être, je ne sais pas. Ce n'est pas un manque d'expérience, c'est un homme d'État, mais il faut aussi penser que c'est les Caraïbes, qu'il y a là-bas un tropisme par rapport à la gauche latino-américaine. Il devait y avoir un arrière-fond comme cela. Personne ne peut croire que le gouvernement est laudateur des dictatures" (sur Canal+).

Patrick Karam, conseiller politique à l'UMP et ancien délégué interministériel à l'égalité des chances des Français d'outre-mer sous Sarkozy : " Halte au feu ! Cette polémique autour de propos déformés est indigne et déconsidère ceux qui la lancent. Je demande à mes camarades d'arrêter de polémiquer vainement. J'entends des gens qui demandent sa démission, c'est inacceptable, il a tout l'outre-mer avec lui, il fait du très bon travail pour l'outre-mer. Les Français n'attendent pas qu'on tire sur tout ce qui bouge à gauche, mais une opposition ferme et constructive sur des sujets qui les intéressent comme l'emploi, le chômage, l'immigration, la délinquance. Il faut faire attention quand on commence à dire que Lurel soutient un dictateur : Chávez a été élu et réélu, et la France pratique une real politik qui fait que l'on discute avec tout le monde, y compris des régimes non démocratiques, ce qui n'était pas le cas de celui de Chávez. À mes camarades, je conseille de méditer ce proverbe africain : quand on grimpe au cocotier, il faut s'assurer d'avoir les fesses propres" (à l'AFP).

Vu sur JForum :

Quel avenir pour les Juifs du Venezuela ?

lundi 11 mars 2013, par [Antisémitisme](#)

La communauté juive vénézuélienne en Israël redoute que les Juifs du Venezuela soient plus féroce­ment persécutés après la mort du dictateur.

« Il n'y a aucune lumière au bout du tunnel après la mort de Chavez » a déclaré le représentant de cette communauté.

Le Venezuela est encore en deuil de la mort du Président Hugo Chavez mais les expatriés juifs du Venezuela en Israël s'interrogent déjà sur l'avenir des Juifs après Chavez.

Les persécutions contre la communauté juive ont explosé depuis l'arrivée de Chavez au pouvoir et se sont intensifiées après la fermeture de l'ambassade d'Israël au cours de l'Opération « Plomb durci » avec, pour conséquence, une immigration d'une grande partie de ses membres vers les pays hispanophones, les Etats-Unis et Israël.

La communauté juive comptait jusqu'à 25 000 Juifs en 1998, aujourd'hui, ils ne sont plus que 8000, habitant en grande majorité à Caracas.

Aujourd'hui, Israël abrite 1500 Juifs vénézuéliens qui résident principalement dans les villes de Kfar Saba, Raanana, Shoham et Herzliya.

« Le règne de Chavez a vu un phénomène nouveau de xénophobie et de haine d'Israël » dit Sheryl Camper, qui a fait l'aliyah en 1993.

Selon Sheryl : « L'hostilité envers Israël a provoqué un effet majeur sur la communauté, et beaucoup de Juifs ont choisi d'émigrer.

Sans l'ambassade d'Israël, les Juifs se sont sentis encore plus vulnérables ».

Même maintenant, elle a peu d'espoir que la situation ne s'améliore :

« C'est évident pour tout le monde que même dans le meilleur des cas, la réhabilitation et le renouvellement des liens prendront un certain temps. ».

Le président de l'Agence Juive pour l'Amérique latine, Leon Amiras, a également déclaré que les Juifs, restés dans le pays, partagent ce même sentiment.

« J'ai été surpris d'entendre des conversations avec plusieurs personnalités de la communauté, et ils ne pensent pas qu'avec la mort de Chavez, la lumière soit au bout du tunnel » a-t-il déclaré.

« Chavez était un dictateur et même s'il est parti, son parti se maintiendra toujours au pouvoir, puisqu'il contrôle toutes les autorités et l'armée, donc les chances de changement sont minces ».

Selon Amiras, l'opposition vénézuélienne a subi sa propre crise et elle est peu susceptible de constituer une menace pour le gouvernement sortant.

« Nous estimons que la situation de la communauté ne s'améliorera pas prochainement » a-t-il ajouté.

« Bon maintenant les hommes de Chavez doivent faire face à la pauvreté, l'économie s'est effondrée, le système et l'enseignement sont en ruine, sans parler des extrémistes que Chavez savait contrôler et qui déclencheront désormais leurs attaques à nouveau. ».

Certains sont plus optimistes sur la capacité de changement du Venezuela. «

C'est vraiment un nouveau départ » s'est exclamé Leon Markovich, 24 ans, vivant à Tel Aviv et qui a quitté son pays natal il y a seulement sept mois.

« Nous sommes heureux, pas à propos de la mort de Chavez, mais sur les possibilités futures pour le Venezuela.

Si je peux être autorisé à rêver, j'espère que tout ira bien et que les Vénézuéliens ont appris du passé et que maintenant, nous pouvons, tous ensemble, bâtir le pays » a-t-il déclaré.

Néanmoins, il est bien conscient de la situation difficile actuelle et que la route sera peut être longue.

« Chavez a été un grand leader et beaucoup ont vu en lui comme quelque chose d'un Messie » a expliqué Markovich.

« Mais l'économie est en panne, les rues sont pleines de décharges, et il n'y a aucune sécurité dans les rues de Caracas.

Il s'agit de l'héritage de Chavez pour le prochain gouvernement.

Aujourd'hui, il y a pas d'argent en raison des dettes à la Chine et à la Russie, et nous craignons que les prochaines semaines soient très difficiles ».

« Malgré tout » a-t-il souligné « nous avons bon espoir.

Il n'est pas logique qu'un pays riche de pétrole se positionnerait comme le pays avec le taux d'inflation le plus élevé après celui d'Haïti ».

« Nous espérons, comme après la désintégration de l'URSS, que les fonds seront investis dans des privatisations au Venezuela, mais nous sommes tous conscients du fait que, jusqu'alors, il y aura du chaos et de l'instabilité. »

Vu sur Guysen :

Vénézuela : le successeur de Chavez intimide la communauté juive

Au cours d'un discours, le successeur du dictateur Hugo Chavez, Nicolas Maduro, a intimidé la communauté juive du pays. il a accusé les ennemis du président Hugo Chavez d'être responsables de sa mort et a évoqué la mort de Yasser Arafat en disant qu'il était évident que l'État d'Israël l'avait empoisonné.

La yeshiva « Maor Hatorah » à Caracas a renvoyé samedi soir tous les élèves chez eux et la communauté séfarade de Caracas a annulé l'inauguration du livre de la Torah qui était censée se tenir dans la synagogue centrale de la communauté dimanche en présence de centaines d'invités et de fidèles.